

## **A quoi on sert ?**

### **Quand le gouvernement ne nous donne pas les moyens. Ne pas accueillir les contribuables constitue une double rupture**

**avec deux des principes qui définissent et organisent la  
fonction publique :**

**rupture avec l'égalité de traitement et rupture avec la  
continuité du service public.**

**« Ne pas accueillir les contribuables constitue une double rupture avec deux des principes qui définissent et organisent la fonction publique : rupture avec l'égalité de traitement et rupture avec la continuité du service public. »**

Fonctionnaires, nous exerçons nos missions selon cinq principes : l'impartialité, la neutralité, l'égalité de traitement des usagers, la laïcité, la continuité du service public.

**Pour la CGT, « un service public qui n'accueille pas le public, ça n'existe pas »**

Ne pas accueillir les contribuables constitue une double rupture avec deux des principes qui définissent et organisent la fonction publique : rupture avec l'égalité de traitement et rupture avec la continuité du service public.

Cela fait maintenant quasiment trois mois que nos services sont fermés au public.

Bien évidemment, durant la phase de confinement, c'était une exigence et une obligation.

Alors que Darmanin et le directeur général ont lancé dans ce contexte la campagne de déclaration de l'impôt sur le revenu et que le déconfinement a débuté le 11 mai, que se passe-t-il concernant l'accueil au guichet ?

Rien, il ne se passe rien. Enfin pas tout à fait.

Du bricolage pour installer des plexiglas : du ruban adhésif pour le faire tenir, des armoires ou des bureaux voire des cagettes pour la distanciation physique à l'accueil.

Hallucinant ? Désespérant ? Navrant ? Les plus optimistes parleront de système D. Nous sommes toujours dans une administration de l'État ?!

En passant du Plan de Continuation de l'Activité au Plan de Reprise de l'Activité, l'accueil du public est passé à la trappe. Pourtant, ce dernier, massé tous les matins depuis un mois devant nos bureaux fermés est visible par tous. Une forme de post-modernité sans les moyens. Un rideau de fer comme charte Marianne.

Le public a besoin de rencontrer les fonctionnaires de l'administration, qui pour un renseignement pour sa déclaration, qui pour une aide concrète. Mais la porte de nos services reste close, la grille baissée. Même des imprimés de déclaration en libre service, ce n'est pas possible nous dit l'administration. (peut être faudrait-il confectionner les supports...)

Depuis le 11 mai, la « vie », les échanges, les sorties, les rencontres, le travail ont pourtant repris. Le contribuable, l'usager, n'est-il pas en droit de rencontrer un fonctionnaire, garant de l'égalité de traitement des citoyen.es et plus généralement de la population ? D'autant que le compte à rebours pour déposer sa déclaration, lui est imposé par notre ministre et notre DG ?

**La CGT a exigé et continue d'exiger la mise en place d'installations de prévention dignes de ce nom.**

## **Comment considérer l'absence de moyens mis à disposition pour assurer l'accueil du public ?**

Se retrancher derrière des difficultés d'approvisionnement en plexiglas ne peut suffire pour justifier qu'un mois après le 11 mai, nos services sont toujours fermés au public. Est-ce un scandale ou une stratégie ? Peut-être bien les deux.

En effet, pour Bercy et la DG, il s'agit toujours de « désintoxiquer » les usagers du guichet.

Les effets d'annonces sur la dématérialisation, sur la déclaration en ligne, sur la validation automatique et l'accueil sur RdV ne peuvent cacher le nombre et le désarroi des contribuables laissés pour compte.

Alors certes, la phase du covid peut se révéler un exercice grandeur nature pour accélérer la fin de la réception quotidienne du public. Dans ses messages, le DG vante l'accueil sur RdV en n'omettant jamais d'y associer la prévention et les gestes barrières pour mieux justifier la fermeture des services.

Si le DG finit par reconnaître au bout de 3 mois les carences dans le nettoyage et la désinfection des locaux, il indique qu'il faut « poursuivre l'effort et pousser les feux (...) en présentiel pour les contribuables qui en ont besoin ». Comprenez l'accueil sur RdV.

## **Qui décide à la place du contribuable de son « besoin » ? Celui qui lui ferme la porte au nez, Bercy et la DG !**

Et les centaines de milliers de contribuables qui restent en carafe et qui ne prennent pas de RdV, nous en faisons quoi ? Il faudra bien rouvrir nos accueils et il se passera quoi ?

**Car pour les agents qui reçoivent du public**, des SIP, SIE, SDE, CDIF, PRS, PCRP, PCE, VERIFICATEURS et TRESORERIES, **cette inquiétude est légitime et réelle.**

**Non seulement la question de la prévention face à la maladie demeure, mais la réaction des usagers après des semaines de fermeture est aussi dans les esprits des agents, lesquels ne manqueront pas d'être tenus pour responsables du rideau baissé.**

Face à une telle inertie de l'administration dans les moyens mis en œuvre, la fermeture au public apparaît comme une volonté qui a peu à voir avec la prévention contre la pandémie.

L'installation normée des plexiglas a-t-elle été une priorité ? Quels moyens ont été mis en œuvre pour la « reprise » ? Quelle information aux contribuables ?

Pourquoi l'administration n'a-t-elle pas proposé d'accueillir les contribuables au guichet des Trésoreries de proximité, lesquelles sont équipées d'hygiaphones et permettent de recevoir en toute sécurité les usagers ?

C'était pourtant prévu par l'instruction sur la campagne déclarative.... Cela justifierait un peu plus le maintien de ces services que le plan Darmanin veut pourtant liquider : pour sûr !

Du 25 au 29 mai, ce sont 13 contribuables qui ont été reçus sur RdV dans les Bouches-du-Rhône. Au 1er juin, 500 RdV en France !

**Est-ce là la porte de sortie d'une administration pour expliquer qu'elle ne remet pas en cause l'égalité de traitement et la continuité du service public ?**

À l'aune de cette « expérience », comment ne pas penser à toute l'idéologie et au verbiage qui entourent le « nouveau réseau de proximité » et l'accueil sur RdV dans les centres France Service et autres bidules quand 13 RdV ont été pris en une semaine pour tout un département comme les Bouches-du-Rhône ?

Pour la CGT, hors de question de laisser s'écrouler les savoir-faire de notre administration au service des usagers et contribuables.

Et conserver les savoirs-faire, cela passe par la permanence de l'activité d'accueil du public.

À moins que Bercy travaille à externaliser de fait cet accueil (gratuit) vers des officines payantes type « carte grise » ou vers les « espaces France Services » où un.e salarié.e précaire vous aidera à remplir votre déclaration de revenu...

**Le monde d'après a besoin d'indignations et d'actions.**

**RdV le 16 juin !**

**Colonne de droite publique:** [En direct des sections](#)

**Public:** [Tracts Sections](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---